e, es liez

ne

ar

II-

a

n-

on

du

né

les

te

on

n-

on

ne

1a

ıè.

1e

us

ıé.

ar

1e

ar

est.

eu

es

et

ers

lel

RSE, la grande arlésienne

Pour les microentreprises, la responsabilité sociale des entreprises (RSE) n'est pas une priorité, selon une publication de la Fondation IDEA.

On y apprend que 70 % des grandes entreprises au Luxembourg ne sont ni labellisées par l'INDR ni membre du réseau IMS. «Cela ne veut pas dire qu'elle ne sont pas responsables», tempère Sarah Mellouet, économiste et auteure du texte.

De notre journaliste Aude Forestier

Dans son Idée du mois numéro 22, la Fondation IDEA, le think tank de la Chambre de commerce, se penche sur la responsabilité sociale des entreprises. D'après l'économiste Sarah Mellouet, l'auteure du document, interrogée par nos soins hier, il s'agit de «l'application du développement durable à l'entreprise». Ce concept «a des origines assez lointaines que l'on peut recouper avec la notion de morale». Il permet de «s'interroger sur le rôle structurant que l'entreprise doit avoir dans la société», continue-t-elle.

En aucun cas, on ne peut le qualifier d'«effet de mode» car il y a des règlementations «qui se structurent et des attentes de la part des sociétés et des marchés de plus en plus fortes». En parlant de règles, Sarah Mellouet évoque la directive européenne 2014/95/UE transposée dans le droit national qui oblige les entreprises de plus de 500 salariés (les banques et les assurances, par exemple) à publier des informations sur leur impact social et environnemental. Les CFL, ArcelorMittal et Post Luxembourg publient chacune d'entre elles un rapport sur leur respons abilité sociale.

Une proximité dans la firme

L'économiste évoque la Bourse de Luxembourg. Dans son code de gouvernance, composé de dix principes, l'un d'entre eux impose aux firmes de dévoiler leur stratégie en matière de responsabilité sociale. Au Grand-Duché, deux initiatives sont au centre de cette dynamique: il s'agit de l'Institut national pour le développement durable et la RSE (INDR) ainsi que le réseau Inspiring More Sustainability Luxembourg (IMS). En tout, 157 entreprises ont été labellisées par l'INDR et 128 en septembre de cette année par le réseau IMS. Sur les plus de 30 000 que compte le pays, 4 000 firmes ont plus de 10 employés. 23 % des grandes sociétés (250 salariés et plus) sont membres d'IMS et 17 % sont labellisées par l'INDR. Les microentreprises (entre 1 et 9 salariés), très présentes au Luxembourg, représentent environ 30 % des sociétés labellisées par l'INDR et les membres d'IMS.

Selon l'économiste de la Fondation IDEA, rapporté au total de ces très nombreuses firmes, le résultat est de 0,3 %. Le manque de moyens humains et de temps peut expliquer le fait que la RSE ne soit pas une priorité. L'auteure de la publication suppose que la proximité des employés avec le dirigeant est établie et que la responsabilité, sur le versant social, relève d'une forme de bon sens. Les salariés des secteurs finance et assurance, transports et activités de services administratifs et de soutien et finance et assurance, information et communication ainsi que les activités spécialisées scientifiques et techniques (par exemple les cabinets d'audit) sont «particulièrement bien couverts», selon Sarah Mellouet.

▶ Une implication locale

Ce sont des secteurs où le nombre moyen de salariés par entrepris e est comparativement élevé. Le chiffre est important : près de 70 % des grandes entreprises au Luxembourg ne sont ni labellisées par l'INDR, ni membre du réseau IMS. «Cela ne veut pas dire qu'elle ne sont pas responsables», pointe l'économiste. Certaines d'entre elles sont des filiales et n'affichent pas forcément leur côté socialement responsable alors qu'elles le font dans le pays d'origine. Porter le label RSE signifie aussi s'impliquer localement, d'après Sarah Mellouet. Pour elle, «être labellisé par l'INDR serait une création de valeur ajoutée» pour l'économie et la société luxembourgeotses.



Au Luxembourg, près de 90 000 salariés travaillent pour une organisation sensibilisée à la RSE, ce qui représente plus de 20 % de la main-d'œuvre, d'après Sarah Mellouet, de la Fondation IDEA.